

dimanche, 12 mai 2013 02:13

La Françafrique est plus vivante et plus nocive que jamais

IRIB- Le 6 mai 2013, le cœur n'était pas du tout à la fête, au palais de l'Élysée comme à la rue Solferino, (siège du Parti socialiste), pour des raisons que l'on peut aisément deviner: la politique d'austérité (30 milliards d'euros soustraits de la circulation économique du pays), qui, pour Jean-Luc Mélenchon, conduit, inexorablement, la France à l'enlèvement, le chômage qui n'arrête pas de grimper, l'affaire Jérôme Cahuzac (accusé par les fins limiers de Mediapart de posséder un compte, en Suisse, l'ancien ministre du Budget, nia, devant l'Assemblée nationale, avoir ouvert un compte à l'étranger, avant de se rétracter, devant les juges, ce qui le contraignit à quitter le gouvernement le 19 mars), qui a laissé le sentiment que le PS est loin d'être une poche de moralité et de pratiquer, lui-même, ce qu'il demande aux autres, la baisse continue de François Hollande, dans les sondages (en avril 2013, seuls, 23% des Français, se disaient satisfaits de son action, selon un sondage IFOP, pour "Le Journal du dimanche") et, last but not least, la loi sur le mariage "gay", qui a profondément divisé la société française. Pourquoi Hollande est-il tombé en disgrâce, en si peu de temps? Pourquoi est-il crédité par les derniers sondages d'un score jamais atteint, sous la Ve République? Que lui reproche-t-on?



Pour Philippe Poutou, ancien candidat à la présidentielle et porte-parole du *Nouveau Parti anticapitaliste* (NPA), la politique de F. Hollande n'est guère différente de celle de Sarkozy. "La continuité va même, poursuit-il, jusqu'à des choses que l'on n'aurait pas imaginées de la part d'un gouvernement de gauche: la question du démantèlement des camps Rom ou celle de la régularisation des sans-papiers, où c'est le même chiffre [le nombre de reconduites à la frontière] que celui de Guéant [l'ancien ministre de l'Intérieur] qui est visé".

Marine Le Pen, qui s'exprimait sur LCI, qualifie, elle, de catastrophique la première année de Hollande. Selon la présidente du Front national, Hollande ne se distingue pas de n'importe quel autre haut fonctionnaire. Mais la charge la plus violente est venue du co-président du Parti de Gauche (PG). En voici un extrait: "Il y a un an, la majorité de la France (...) a clairement choisi la voie du changement, de la rupture avec dix années de reculs sociaux, d'autoritarisme, de racisme. Un an plus tard, c'est le gâchis et la colère". La manifestation contre l'austérité et pour la 6e République, organisée le 5 mai 2013 entre Bastille et Nation par l'ancien socialiste, révèle toutefois que le Front de gauche n'a pas l'intention "d'en rester là, de se rallier à l'idéologie de la défaite face aux forces de l'argent".

Les Africains auront-ils, dans les mois à venir, la même réaction que les militants du Front de gauche à l'égard de la Françafrique que le Sénégalais Makhily Gassama compare à "un monstre qui a surgi, telles des jumelles, en même temps que les indépendances qui est partout et dont l'unique objectif est de s'enrichir et de saborder les indépendances de l'Afrique en les vidant de leur substantifique moelle, en mettant et soutenant à la tête des États africains des êtres d'un autre âge – vu leur mentalité arriérée –, venus de nulle part, corrompus, manipulables, prêts à tous les crimes pour se maintenir au pouvoir(1) ou bien continueront-ils à s'enfermer dans une spiritualité désincarnée, attendant que Dieu descende du Ciel pour les libérer du joug de la paupérisation et de la clochardisation? Difficile de le savoir. Ce qui est certain, en revanche, c'est que Hollande est loin d'avoir tenu les promesses faites à Dakar, le vendredi 12 octobre 2012, devant les députés

sénégalais".

Que disait-il ce jour-là? Que *"le temps de la Françafrique était révolu"* et que *"les émissaires, les intermédiaires et les officines trouveraient désormais porte close à la présidence de la République française comme dans les ministères"*, qu'il n'était *"pas venu en Afrique pour imposer un exemple, ni pour délivrer des leçons de morale"* mais qu'il regardait *"les Africains comme des partenaires et des amis"*. Il ajoutait que l'amitié crée des devoirs parmi lesquels la sincérité. Il plaidait aussi pour qu'Africains et Français se disent tout *"sans ingérence mais avec exigence"* et que se noue *"un partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité(2)"*.

Comme Hollande souhaite qu'on se dise tout et qu'on soit sincère, je voudrais profiter du premier anniversaire de son arrivée au pouvoir pour lui dire sincèrement qu'il ment en parlant d'amitié entre l'Afrique et la France. On prête au général de Gaulle l'idée selon laquelle *"les pays n'ont pas d'amis mais des intérêts"*.

La France n'est pas l'amie de l'Afrique car, si le mot *"amitié"* était une réalité et avait un sens pour les Français, Bokassa, Mobutu et Bozizé n'auraient jamais été reniés et obligés de chercher refuge ailleurs qu'en France, après leur chute; si l'amitié était vraiment une valeur chère aux Français, Jacques Chirac et Lionel Jospin se seraient rendus au Sénégal le 30 décembre 2001 pour assister aux obsèques de Léopold Sédar Senghor qui non seulement travailla pour le rayonnement politique, économique et culturel de la France mais épousa en secondes noces une Normande. Est-il nécessaire de rappeler que cette absence des hauts dirigeants de la France fut perçue par nombre d'Africains comme la seconde dévaluation de l'Afrique francophone. Pour revenir à Hollande, on doit admettre qu'il est resté au niveau de l'incantation, qu'à travers son discours dakarois, c'est la France qui a endormi une fois de plus les Africains avec des paroles mielleuses, qu'il y a un grand fossé entre ses paroles sur l'Afrique et sa politique africaine, que la Françafrique est plus vivante et plus nocive que jamais.

Plusieurs faits attestent que F. Hollande a trompé les Africains qui avaient cru qu'il apporterait enfin le changement dans les relations entre la France et ses anciennes colonies et qu'il n'est en rien différent de tous ses prédécesseurs mais je me contenterai de n'en citer que trois.

Premièrement, entre mai 2012 et mai 2013, on a assisté à un incessant ballet à l'Élysée de présidents africains non seulement inamovibles mais discrédités par la répression, la corruption et l'incompétence de leurs régimes.

Deuxièmement, le président français a maintenu dans certains pays africains (Centrafrique, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal, Tchad) des bases militaires dont l'une des missions est de protéger et de défendre en cas de tentative de coup d'État les présidents qui veillent sur les intérêts français ou, si l'on préfère, qui laissent la France piller nos richesses. Si l'on en croit le dernier Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale, le départ des troupes françaises d'Afrique n'est pas pour demain alors que le précédent Livre blanc (2008) préconisait de ne garder que les bases françaises de Libreville et de Djibouti. La décision de ne pas fermer les bases françaises est d'autant plus incompréhensible que le déficit public ne cesse de se creuser (Bercy réussira-t-il à le faire passer de 4, 8% du PIB en 2012 à moins de 3% fin 2014 comme l'exige Bruxelles?) et que l'État a besoin d'argent pour renflouer ses caisses.

Le troisième exemple concerne les futures élections au Mali. Alors que l'État n'existe plus que de nom et que le pays et l'armée ne sont pas encore réunifiés, Hollande tient à ce que les Maliens aillent aux urnes le 19 juillet 2013 et il proclame haut et fort qu'il sera intraitable sur cette date. Si ceci n'est pas de l'immixtion dans les affaires internes du Mali, qu'est-ce que ça pourrait bien être? Or, à Dakar, Hollande avait assuré qu'il se garderait de toute ingérence. Et puis, si les Maliens décident de voter à un moment qui leur semble meilleur, en quoi cela empêche-t-il Hollande de bien gouverner la France et d'honorer les engagements pris pendant la campagne électorale?

L'injonction hollandienne doit cacher des desseins inavoués. Comme le dit Demba Moussa Dembélé, l'intervention de la France au Mali *“est en train de prendre l'allure d'une véritable entreprise de recolonisation du Mali... qui se présente sous le manteau de la lutte contre le terrorisme”* ! Le chercheur sénégalais considère *“l'intervention française – et celles des autres pays occidentaux – au Mali et ailleurs en Afrique comme faisant partie d'une stratégie globale visant à contrôler les ressources des pays africains pour tenter de sortir de la crise du capitalisme”*. Plus loin, il ajoute: *“Ce risque de recolonisation est renforcé par l'annonce de l'ouverture d'une base militaire permanente au Mali au nom de la lutte contre le terrorisme1”*.

Le Nouvel Observateur du 7 février 2013 abonde dans le même sens lorsqu'il écrit: *“L'avenir des intérêts français au Mali et dans la sous-région, avec notamment l'uranium du Niger exploité par AREVA, est l'aiguillon principal de cette intervention. Donc, celle-ci est essentiellement motivée par la nécessité de protéger les intérêts stratégiques et économiques de la France.”* Et pourtant, on nous a fait croire que la France allait au Mali pour sauver les Maliens des Djihadistes coupeurs de mains et distributeurs de coups de fouet. Les médias occidentaux dont plus personne ne doute que plusieurs d'entre eux sont aux ordres du politique devaient faire avaler ces couleuvres. Noam Chomsky et Edward Herman appellent cela de la propagande et soutiennent que les démocraties se servent de cette propagande véhiculée par les journaux et télévisions pour formater l'opinion publique et obtenir ainsi le feu vert de la population pour des causes obscures(2).

Mais gare à quiconque osera prendre le contrepied de la propagande! L'ire des prétendus bienfaiteurs et pseudo-libérateurs ne tardera pas à s'abattre sur lui (elle). C'est le cas d'Aminata Traoré à qui le consulat de France à Bamako refusa en avril dernier le renouvellement de son visa. L'ancienne ministre de la Culture était invitée par la Fondation Rosa-Luxemburg et le journal Prokla et l'association AfricAvenir à participer à une conférence à Berlin, du 17 au 19 avril, sur le thème *« Le Mali à la croisée des chemins, après l'intervention militaire et avant les élections »*. A. Traoré ne put se rendre en France après l'Allemagne parce que, très tôt, elle ne cacha pas son opposition à l'opération *“Serval”*. Pour elle, en effet, *« la guerre qui a été imposée aujourd'hui au Mali n'est pas une guerre de libération du peuple malien, mais une guerre de pillage des ressources, (...) une guerre de positionnement pour une ancienne puissance coloniale »*.

La France de Hollande n'a pas accepté que son jeu soit ainsi dévoilé. Elle décida alors de punir celle qui, pour elle, n'aurait jamais dû mettre les pieds dans le plat. Mais, note opportunément Rosa Moussaoui, *“empêcher que s'exprime une voix qui compte en Afrique, en privant cette intellectuelle de la liberté de circulation, voilà qui nous éloigne des belles intentions démocratiques affichées, à Bamako et Tombouctou, par le président Hollande(3)”*. Et Demba Dembélé enfonce le clou en faisant remarquer que *“la France s'est déshonorée en interdisant son territoire à une intellectuelle de cette envergure. La patrie de Jean-Paul Sartre, le philosophe qui a dominé son siècle et a été de tous les combats pour l'émancipation des peuples opprimés, a définitivement perdu son lustre et son rayonnement intellectuel. Oui, la France est vraiment tombée très bas, avec la montée inexorable de la xénophobie et du racisme(4)”*

Je pourrais citer aussi le cas de la Côte d'Ivoire où l'assassinat du Français Philippe Rémond par les FRCI, l'emprisonnement sans jugement du Franco-Ivoirien Michel Gbagbo et la détention arbitraire des dirigeants du FPI n'ont jamais ému M. Hollande et cela pour une double raison: le tort de toutes ces personnes est d'avoir supporté Laurent Gbagbo qui a lutté de toutes ses forces pour la souveraineté de la Côte d'Ivoire; d'autre part, celui qui organise journalièrement la traque et la persécution des pro-Gbagbo travaille pour l'État français. Or celui-ci ne tolère pas qu'on l'empêche de piller le cacao, le pétrole, le gaz, l'or et les autres ressources naturelles du pays. En 1963 déjà, il prouva que personne ne doit lui résister en poussant Houphouët-Boigny à faire arrêter et incarcérer les jeunes cadres du PDCI qui ne supportaient pas que la France soit encore trop puissante dans une Côte d'Ivoire indépendante et qu'à compétences égales les expatriés français soient mieux payés qu'eux.

Tout ce qui précède nous fait voir que la politique africaine de la France n'a pas changé sous

François Hollande. Seuls les naïfs pourraient penser que l'ancien maire de Tulle est différent de Sarkozy, croire que l'armée française a débarqué au Mali pour les beaux yeux des Maliens ou bien pour renvoyer l'ascenseur à une Afrique qui combattit aux côtés de la France pendant les deux premières guerres mondiales.

Karl Marx aimait à dire qu'il ne s'agit pas de se contenter d'expliquer le monde mais de le transformer. Comment pouvons-nous transformer notre situation? Que devons-nous faire pour que les choses changent? Le même Marx a écrit des lignes splendides sur la religion. Il dit par exemple ceci: *"La religion est chargée de donner une apparence de spiritualité à un monde matérialiste qui transforme les hommes en choses, en force productive. Mais elle est aussi là pour que rien ne change, pour obtenir le consentement de la population. Elle est donc ce mensonge qui nous permet de supporter le monde dans lequel nous vivons(5)"*.

Je vois des hommes et femmes passer tout leur temps dans les églises. Ces personnes ne font que prier. Je ne suis pas contre la prière. Je veux simplement dire que la vraie prière doit déboucher sur l'action ou l'engagement et qu'une lecture profonde de la Bible montre que le Dieu de Moïse et de Jésus-Christ ne prend pas son parti de l'oppression, de l'injustice, de la discrimination ou de la domination mais qu'Il nous appelle, comme Moïse et Jésus, non pas à supporter (subir) le monde mais à le transformer en affrontant d'une manière ou d'une autre les Pharaons et Hérodes qui affament, torturent ou assassinent l'homme créé à son image et ressemblance.

Jean-Claude DJEREKE

Chercheur au Cerlecad, Ottawa, (Canada) et auteur de *"L'Afrique et le défi de la seconde indépendance"*, Paris, L'Harmattan, 2012.

(1) Demba Dembélé, *"L'affaire Aminata Traoré: une honte pour la France!"*, www.cameroonvoice.com du 10 mai 2013.

(2) N. Chomsky et E. Herman, *La fabrique du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, New York, Pantheon Books, 1988.

(3) Cf. *L'Humanité* du 22 avril 2013

(4) Demba Dembélé, *"L'affaire Aminata Traoré: une honte pour la France!"*, www.cameroonvoice.com du 10 mai 2013.

(5) K. Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel* (1843).

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
